

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-ferrand

Clermont-ferrand, le 05/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETABLISSEMENTS PAPREC AUVERGNE ECHALIER

25 rue Newton – ZI du Brézet
63000 Clermont-Ferrand

Références : 20240215-RAP-63-0185-Insp Paprec_Vfin - Copie.odt
Code AIOT : 0005600317

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2024 dans l'établissement **ETABLISSEMENTS PAPREC AUVERGNE - ECHALIER** implanté 25 rue Newton Z.I. du Brézet 63000 Clermont-Ferrand. L'inspection a été annoncée le 30/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce contrôle fait suite à un signalement dégagement de fumerolles sur un stock extérieur de déchets en date du 27 janvier 2024. L'exploitant a informé les services de l'inspection de cet incident par mail daté du 29 janvier 2024. il s'agit de faire un point avec l'exploitant et vérifier les mesures "barrières" du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENTS PAPREC AUVERGNE - ECHALIER
- 25 rue Newton Z.I. du Brézet 63000 Clermont-Ferrand
- Code AIOT : 0005600317
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PAPREC AUVERGNE - ECHALIER exploite une installation de tri et de transit de déchets non dangereux : DIB, verres, corps plats (papiers, cartons,...), corps creux (emballages plastiques, métal, aluminium, etc.). Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 23/02/2007 qui a été complété les 23/03/2012, 19/06/2014, 12/10/2018 et 20/10/2023. Elle relève du seuil enregistrement à la rubrique 2713 et 2714.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	rapport accident	Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 8.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 20/10/2023, article 6.6.4	Demande d'action corrective	3 mois
11	Isolement des eaux d'extinction incendie	AP Complémentaire du 12/10/2018, article 6-6-8	Demande d'action corrective	1 mois
15	plan des réseau	Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 4,2,2	Demande d'action corrective	3 mois
16	rejets	Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 4,3,12	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 1,1	Sans objet
2	zone de chalandise	AP Complémentaire du 12/10/2018, article 2,2,1	Sans objet
3	bâtiments et stockage	AP Complémentaire du 12/10/2018, article 6,3,2	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6.6.3	Sans objet
7	accès pompier	AP Complémentaire du 20/10/2023, article annexe	Sans objet
8	Maintenance et test	Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 7.4.2	Sans objet
9	Moyens de lutte	Arrêté Préfectoral du 23/02/2007,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	contre l'incendie	article 6.6.2	
10	formation du personnel et équipe d'intervention	Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6.6.4	Sans objet
12	surveillance du site	AP Complémentaire du 12/10/2018, article 6,3,2	Sans objet
13	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6-3-7	Sans objet
14	durée de stockage	Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 2,2,4	Sans objet
17	formation du personnel et équipe d'intervention	Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6,4,4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra transmettre les informations ou documents suivants **sous un délai n'excédant pas 3 mois :**

- le plan d'actions retenu pour améliorer la surveillance et détection sécurité incendie,
- les mesures prises pour renforcer la procédure de contrôle des déchets entrants,
- les modalités et descriptif des rondes de surveillance du gardien,
- les plans actualisés de la sécurité incendie,
- les plans actualisés des réseaux,
- Les justificatifs permettant de justifier le délai de traitement des déchets en attente de tri,
- les résultats d'analyses des rejets des eaux résiduaires et pluviales.

Les justificatifs attestant de la mise en place d'un registre de vérification du système de confinement des eaux d'un éventuel incendie avec une périodicité de démarrage des pompes est à fournir sous 1 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 1,1
Thème(s) : Risques accidentels, état des stocks de déchets
Prescription contrôlée : Rubrique 2714 : 1 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, le volume susceptible d'être présent dans l'installation : 8780 m ³ Rubrique 2715 Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre : 1200m ³ Rubrique 2791-1 : Installation de traitement de déchets non dangereux la quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10t/jour : 154t/jour
Constats :

Le jour de l'inspection, il n'est pas constaté de "surstock" en première estimation, notamment ce qui concerne les balles de papier/carton. L'exploitant a présenté en séance le tonnage et quantitatif par typologie de déchets.

Les données agrégées, en date du 8 février 2024, pour chaque rubrique sont :

Déchets	Rubrique	Etat des stock février 2024		APC 2023	
		m3	m2	m3	m2
Papiers/cartons/plastiques	2714	6402		9470	
Collecte sélective	2714	1375			
Métaux	2713	357			180
Verre	2715	820		1200	
Refus de tri	/	120		132	
Encombrant	2716	30			

Les stocks présents sur site le jour de l'inspection sont en dessous des seuils autorisés par l'arrêté du 20/10/2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : zone de chalandise

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/10/2018, article 2,2,1

Thème(s) : Risques accidentels, provenance des déchets

Prescription contrôlée :

Article 2.2.1 – Nature et origine des déchets admissibles. Les déchets proviennent géographiquement du département du Puy-de-Dôme et des départements ou régions limitrophes à la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Ils ont comme origine les entreprises industrielles et artisanales, ainsi que les collectivités (déchetteries, points d'apports volontaires, collectes sélectives). Les déchets à trier sont principalement : • Corps plats (cartons, papiers, magazines, revues et journaux) et corps creux (emballages plastiques, métal ou aluminium, tétra bricks, etc.) provenant des collectes sélectives et des points d'apport volontaire. • Papiers, cartons et plastiques provenant des déchèteries. • Les DIB pré-triés (cartons, papiers, plastiques, métaux...) provenant des entreprises, commerces et artisans. • Le verre ménager provenant des points d'apport volontaire, des cafés, hôtels ou restaurants et des entreprises.

Article L541-2-1 – Principe de proximité et hiérarchie des modes de traitement« Les producteurs de déchets, outre les mesures de prévention des déchets qu'ils prennent, et les détenteurs de déchets en organisent la gestion en respectant le principe de proximité et la hiérarchie des modes de traitement définis au II de l'article L. 541-1. »

Constats :

Dans le cadre de traitement de nouveaux flux de déchets issus d'autres départements non limitrophes au Puy de Dôme, l'exploitant doit justifier du respect du principe de proximité, en justifiant notamment l'impossibilité que ces déchets ne puissent être pris en charge dans une installation plus proche géographiquement.

En séance, l'exploitant a informé d'une éventuelle demande prise en charge de déchets hors zone de chalandise habituelle. A ce jour, la demande officielle n'a pas était transmise aux services de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le cadre de traitement de nouveaux flux de déchets issus d'autres départements non

limitrophes au Puy de Dôme, l'exploitant doit justifier le principe de proximité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : bâtiments et stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/10/2018, article 6,3,2
Thème(s) : Risques accidentels, conditions de stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6,3,2 Les stockages se font en îlots. Les îlots de matières usagées combustibles seront disposées de manière à permettre la mise en œuvre rapide de moyens de secours contre l'incendie On réservera notamment entre elles des chemins de largeur suffisante pour permettre l'accès des voitures de secours de pompiers dans les divers secteurs du dépôt en cas d'incendie. La hauteur de ces piles ne devra pas excéder 4,50 mètres ; si celles-ci sont situées à moins de 5 mètres des murs de clôture des propriétés appartenant à des tiers, leur hauteur sera limitée à la hauteur des dits murs, diminuée d'un mètre, sans toutefois, en aucun cas, pouvoir dépasser 4,50 mètres. Une distance minimale de 1m sera maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, la hauteur de piles des balles (maxi 4 balles) est conforme aux prescriptions dimensionnelles de hauteur (< 4,5 m).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : rapport accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 8,2
Thème(s) : Risques accidentels, incident du 27 janvier 2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport d'accident est présenté en séance : Alerte donnée par un riverain le samedi 27 janvier vers 22h00</p>

<p>Portail ouvert par la société de surveillance (pour effectuer sa ronde)</p> <p>Intervention du SDIS et du cadre d'astreinte Paprec</p> <p>Émanation de fumerolles sur un stock extérieur de déchets déclassés</p> <p>Constatation par le SDIS et Paprec d'un échauffement qui semble être dû à la fermentation de déchets organiques, dans les déchets refus de tri</p> <p>Contrôle à la caméra thermique : < 50°C</p> <p>Mesures immédiates : étalement du stock de 15 tonnes</p> <p>Pas de foyer constaté après étalement</p> <p>Mise en place d'une surveillance renforcée par Paprec et la société de gardiennage</p> <p>Absence d'autres événements constatés sur la journée du 28 janvier</p> <p>Reprise d'activité normale du site le lundi 29 janvier</p> <p>Exutoire des déchets : VERNEA refus de tri</p> <p>Pas d'incidence sur l'activité du site</p> <p>Absence de dégâts corporels</p> <p>Moyens de lutte incendie : le stock n'a pas été arrosé, mesure d'étalement du stock suffisante</p> <p>Analyses des causes : la fermentation des déchets organiques serait la cause de ces fumerolles.</p> <p>Une communication a été faite au VALTOM sur l'événement du 27 janvier 2024.</p> <p>L'exploitant a transmis la version numérique du rapport d'accident par mail daté du 15 février 2024 et le registre des rondes effectuées du 27 au 28/01 inclus.</p> <p><u>Renforcement de la sécurité et mesures barrières :</u></p> <p>Échange avec le client sur le rappel de la non réception de déchets fermentescibles sur le site.</p> <p>Mise en place d'un gardien sur site (dès avril 2024).</p> <p>Des rondes seront faites par le futur gardien avec une traçabilité des rondes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre le détail du plan d'actions retenu pour améliorer la surveillance et la détection(modalités des rondes effectuées par le gardien, interface avec les sociétés de gardiennage, parcours retenus avec détail des points de contrôle, description de matériel portatif utilisé pour la mesure de température IR)</p> <p>Renforcer la procédure de contrôle des déchets entrants afin éviter que des déchets fermentescibles ne puissent être acceptés sur site. L'exploitant devra transmettre le détail les dispositions organisationnelles et techniques prises pour améliorer le contrôle des déchets entrants.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites :</p>

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6.6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, sécurité incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AP d'autorisation du 23/02/2007, article 6.6.3</p> <p>Les bâtiments sont équipés de systèmes de détection incendie (détection de flammes ou de fumées).</p>
<p>Constats :</p> <p>Tous les bâtiments de stockage de déchets sont équipés d'une détection incendie reliée aux</p>

téléphones du personnel d'astreinte. Pour compléter, l'exploitant a fait installer un système de surveillance par caméras vidéo et thermiques IR sur les zones de process et de stockage des déchets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2023, article 6.6.4

Thème(s) : Risques accidentels, sécurité incendie

Prescription contrôlée :

« Article 6.6.4 – Ressources en moyens d'extinction L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et à minima les moyens définis ci-après : - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement, à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. Les extincteurs doivent être bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits. - d'un ou plusieurs appareils incendie publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque d'une capacité en rapport avec le risque à défendre, - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, - des robinets d'incendie armés répartis dans les locaux et situés à proximité des issues; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées. Ils sont protégés du gel, - un réseau d'eau public ou privé alimentant des bouches ou des poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau ainsi que si nécessaire la réserve d'eau de l'établissement sont capables de fournir le débit nécessaire à l'alimentation des robinets d'incendie armés et à l'alimentation, à raison de 60 m3/h chacun, des poteaux ou bouches d'incendie - dans tous les cas, le débit simultané de l'ensemble des prises d'eau devra être au minimum supérieur à 240m3/h sur une durée d'au moins deux heures. L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

Constats :

- au moins 130 extincteurs
- 32 RIA - 2 canons à eau (5 scénarios d'intervention suivant le zonage, bâtiment déchargement déchets ménagers)
- 3 poteaux incendie domaine public + 1 interne au site

L'exploitant a communiqué l'attestation établie par Clermont Communauté de fonctionnement simultané des prises d'eau en date du 15 décembre 2022 (les PI 931, 567, 932 et le branchement AEP Avenue Jean Mermoz peuvent fonctionner et délivrer simultanément chacun 60m3/h, ce qui fait un total de 240 m3/h).

- système de sprinklage (dispositif aussi prévu sur le bâtiment en construction)- système de surveillance par caméras thermiques et vidéo

L'exploitant devra transmettre le plan sécurité incendie actualisé avec l'ensemble des dispositifs de lutte et défense incendie.

Par mail daté du 15 février 2024, l'exploitant a transmis les plans suivants :

<ul style="list-style-type: none"> - le plan d'implantation des caméras thermiques et de surveillance (document intermédiaire), - le plan d'intervention à actualiser, - le plan d'implantation des RIA, - le plan des sprinklages et des canons à eau <p><i>En séance, les services de l'inspection ont informé de la sortie de plusieurs textes réglementaires datés du 22 décembre 2023, qui s'appliquent aux installations de gestion des déchets et visent à renforcer la sécurité incendie.</i></p> <p><i>Rubrique 2718 régime de l'autorisation :</i> <i>Arrêté du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710, 2712, 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux)</i> https://www.legifrance.gouv.fr/jorff/id/JORFTEXT000048707626</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre, sous 3 mois, le plan sécurité incendie "actualisé" avec l'ensemble des dispositifs de lutte et défense incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : accès pompier

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/10/2023, article annexe</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, les zones de secours</p>
<p>Prescription contrôlée : accessibilité du site aux engins du SDIS</p>
<p>Constats : Le jour de l'inspection, l'accessibilité des zones de secours identifiées (annexe plan de l'APC du 20/10/2023) est conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Maintenance et test

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 7.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, vérifications</p>
<p>Prescription contrôlée : Article 6.4.2. Vérifications périodiques Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité. L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers</p>

et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

- Extincteur et RIA : Fréquence minimale de contrôle : Annuelle
- Système d'extinction automatique à eau (sprinkler) : : Fréquence minimale de contrôle : Semestrielle
- Installation de détection incendie : Fréquence minimale de contrôle : Semestrielle
- Installations de désenfumage : Fréquence minimale de contrôle : Annuelle
- Portes coupe-feu : Fréquence minimale de contrôle : Annuelle

Constats :

Le tableau des vérifications a été transmis par mail daté du 15 février 2024 et commenté en séance par l'exploitant :

- extincteurs contrôlés par Chubb le 22/09/2023,
- RIA contrôlés le 9/01/2024,
- système du dispositif de sprinklage : vérification hebdomadaire par l'entreprise qui assure le suivi (AAI / ITEX),
- vérification semestrielle des Sprinkleurs par MAECHLING le 26/10/2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6.6.2

Thème(s) : Risques accidentels, sécurité incendie

Prescription contrôlée :

AP d'autorisation du 23/02/2007, article 6.6.2

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.[...]Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le tableau des vérifications est présenté en séance et sert de registre de sécurité, avec toutes les périodicités de contrôle. Un champ sur le nombre de jours avant l'échéance du futur contrôle est renseigné.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : formation du personnel et équipe d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6.6.4

Thème(s) : Risques accidentels, équipe de 1er secours

<p>Prescription contrôlée : AP d'autorisation du 23/02/2007, article 6.6.4 L'exploitant doit constituer et former une équipe de première intervention qui est opérationnelle en permanence pendant les heures d'ouverture de l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'équipe de première intervention est constituée d'une douzaine de personnes présentes en permanence sur site et qui procèdent à des exercices réguliers. Selon l'exploitant, 34 agents sont sensibilisés et formés pour participer à cette équipe de 1ère intervention (suivant la présence des agents du site). Le dernier exercice date du 11 décembre 2023 (simulation d'un départ de feu sur la zone de stockage dans les balles carton, utilisation des RIA). L'exploitant a prévu de programmer deux exercices annuels.</p> <p>Sur le dernier exercice, les points d'amélioration concernent les talkies-walkies qui doivent être branchés sur la même fréquence « urgence ».</p> <p><u>Action d'amélioration prise au près du personnel :</u> Rappel sur la bonne utilisation des talkies-walkies lors d'un incendie</p> <p>Le compte rendu de l'exercice a été communiqué par mail en date du 15 février 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Isolement des eaux d'extinction incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/10/2018, article 6-6-8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, dispositif</p>
<p>Prescription contrôlée : Article 6.6.8 – Eaux d'extinction Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux installations Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées doivent, de manière gravitaire, être collectées puis converger vers une capacité spécifique extérieure au bâtiment. Les orifices d'écoulement doivent être munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. Tout moyen doit être mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Dans le cas présent, le volume d'eau à mettre en rétention est d'au moins 1 314 m³. Les dispositifs présents sur site respectent ce volume minimum de rétention et se décomposent comme suit: - Un dispositif de rétention de 990 m³ ; - Une rétention dans le bâtiment d'un volume de 360 m³. le dispositif est opérationnel même en cas de coupure de l'alimentation électrique du site</p>
<p>Constats :</p> <p>En séance, il est constaté la présence de la cuve aérienne de 990 m³, équipée de deux motopompes thermiques, autonomes (en cas de coupure électrique, le dispositif est opérationnel). Une procédure de mise en marche et d'utilisation est affichée sur place (ref PITRI63 23).</p> <p>Un test de mise en service a été réalisé par le service de la maintenance Paprec . A l'avenir, l'exploitant devra mettre en place un registre de vérification du système de confinement des eaux</p>

<p>d'un éventuel incendie avec une périodicité d'essai de démarrage des pompes.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant doit fermer deux vannes pour permettre le confinement des eaux. Une procédure automatique et manuelle est prévue. La dernière vérification de bon fonctionnement des vannes date du 12/12/2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra, sous 1 mois, mettre en place un registre de vérification du système de confinement des eaux d'un éventuel incendie avec une périodicité d'essai de démarrage des pompes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 12 : surveillance du site

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/10/2018, article 6,3,2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, organisation de rondes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dès la réception et mise en service du bâtiment, l'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ; ◦ Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués. L'exploitant détermine les consignes concernant : <ul style="list-style-type: none"> ◦ la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; ◦ le parcours des rondes et les points d'observation ; ◦ la formation du personnel concerné ; ◦ le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ; ◦ les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.
<p>Constats :</p> <p>Une société extérieure effectue des rondes du site en dehors des heures d'ouverture. Ces rondes sont tracées sur un fichier (consulté en séance, en moyenne entre 5 à 6 rondes pour une journée type de 24h).</p> <p>Durant les travaux de reconstruction et jusqu'à fin 2023, les rondes de surveillance ont été réalisées par deux prestataires (PAG et Sécuritas, pour garantir un niveau de service de rondes).</p> <p>A partir d'avril 2024, un gardien nouvellement recruté viendra compléter le dispositif (voir constat N°4 pour les modalités d'exécution des rondes, informations à transmettre au service de l'inspection).</p> <p>Par mail daté du 15 février 2024, l'exploitant a transmis le fichier des rondes pour l'année 2023.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 13 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6-3-7
--

Thème(s) : Risques accidentels, vérifications
--

Prescription contrôlée :

Article 6.3.7 - Vérifications périodiques. Les installations électriques, les engins de manutention et les matériels de sécurité et de secours, doivent être entretenus en bon état et contrôlés après leur installation ou leur modification puis tous les ans au moins par une personne compétente.

Constats :

Les installations ont été contrôlées par DEKRA les 2 et 3 janvier 2024. Les principales observations concernent le repérage de certains dispositifs, les blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES) Les services de la maintenance interviennent en régie ou font appel à un prestataire extérieur (électricien).

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 14 : durée de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 2,2,4
--

Thème(s) : Risques accidentels, durée
--

Prescription contrôlée :

Article 2.2.4 – durée de stockage

La durée de stockage des déchets en attente de tri doit être au maximum de 3 jours. Seuls les corps creux (emballages plastiques) qui transitent par la chaîne de tri manuelle peuvent rester en attente 8 jours au maximum.

Constats :

Selon l'exploitant, les déchets sont traités dans un délai n'excédant pas trois jours.

L'exploitant doit transmettre les justificatifs permettant de justifier le délai de traitement des déchets en attente de tri.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 15 : plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 4,2,2
--

Thème(s) : Risques accidentels, plan

Prescription contrôlée :

Article 4.2.2 - Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

<ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...), - les secteurs collectés et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), - les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant possède un plan des réseaux ; celui-ci devra être actualisé compte tenu de la reconstruction du nouveau bâtiment (DOE en attente du prestataire) Transmettre le plan actualisé sous 3 mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre le plan actualisé des réseaux</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 16 : rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 4,3,12</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, analyses des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.3.12 - Auto surveillance des rejets</p> <p>Pour tous les points de rejets de type 1 et 3, l'exploitant réalise annuellement une analyse de la qualité de ces eaux. Les mesures réalisées portent sur les paramètres définis aux articles 4.3.9 et 4.3.10 précédents.</p> <p>La fréquence des contrôles peut être augmentée à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Tous les résultats des analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour une période de dix ans.</p> <p><u>Eaux pluviales</u></p> <p>pH : compris entre 5,5 et 8,5</p> <ul style="list-style-type: none"> - température : < 30 °C - Matières en Suspension Totales : < 35 mg/l - DBO5 (sur effluent non décanté) : < 30 mg/l - DCO (sur effluent non décanté) : < 125 mg/l - Hydrocarbures totaux : < 10 mg/l - Chrome : < 0,1 mg/l - Plomb : < 0,5 mg/l - Cuivre : < 0,5 mg/l - Nickel : < 0,5 mg/l - Zinc : < 2 mg/l

<ul style="list-style-type: none"> - Manganèse : < 1 mg/l - Etain : < 2 mg/l - Fer, Aluminium et composés (Fe+Al) : < 5 mg/l <p><u>Eaux mélangées</u> température : < 30°C</p> <ul style="list-style-type: none"> - MES : < 100 mg/l - DBO5 : < 100 mg/l - DCO : < 300 mg/l
<p>Constats : Les dernières analyses ont été réalisées le 27/11/2023 sur trois points.</p> <p>Les résultats sur le point de rejet 2 (eaux résiduares) sont non conformes pour les paramètres DCO 570 mg/l (300mg/l réf). L'exploitant devra confirmer les résultats lors de la prochaine campagne de mesures, sous 3 mois et prendre si nécessaire les dispositions techniques et organisationnelles pour avoir des résultats d'analyses conformes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre les résultats des prochaines analyses sous 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 17 : formation du personnel et équipe d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6,4,4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, formation</p>
<p>Prescription contrôlée : Article 6.4.4 - Formation du personnel Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en oeuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - toutes les informations utiles sur les produits manipulés, - les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes, - des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention, - un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci, - une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Constats :

L'équipe de 1ère intervention est formée et participe à deux exercices annuels.
Le cadre d'astreinte est aussi personne ressource sur le sujet.

Type de suites proposées : Sans suite